La politique par les médias

Les élections du printemps 2004 au prisme de la presse quotidienne

Jean-Baptiste Legavre, *Politics by the Media. The Spring 2004 Elections seen by the Daily Press*

Jean-Baptiste Legavre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4968>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.4968

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 295-317

ISBN : 978-2-86480-868-8

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jean-Baptiste Legavre, « La politique par les médias », *Questions de communication* [En ligne], 8 | 2005, mis en ligne le 01 décembre 2005, consulté le 08 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4968> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.4968>

> NOTES DE RECHERCHE

JEAN-BAPTISTE LEGAVRE

Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

jblegavre@wanadoo.fr

LA POLITIQUE PAR LES MÉDIAS.

LES ÉLECTIONS DU PRINTEMPS 2004 AU PRISME DE LA PRESSE QUOTIDIENNE

Résumé. — La contribution se propose, à l'aide d'un travail statistique, de comprendre les logiques de construction médiatique de la politique, ici à partir des élections régionales et cantonales de 2004, et en s'en tenant à la presse quotidienne (nationale et régionale). Il en ressort, en particulier, que les médias tendent à mettre en scène les régionales au détriment des cantonales, qu'ils présentent le territoire national de manière peu homogène, qu'ils tendent à nationaliser un commentaire privilégiant une lecture de la politique en terme de « jeux » plus que « d'enjeux ».

Mots clés. — Élections régionales, élections cantonales, médias, presse quotidienne nationale, presse quotidienne régionale, nationalisation du commentaire médiatique, représentation médiatique du territoire, jeu, enjeux.

« Les campagnes électorales [...] apparaissent comme des moments de “surchauffe symbolique” où s’affrontent des définitions de la situation dont chacune vise à devenir dominante » souligne le politiste Jacques Gerstlé (1992a : 69), rappelant que « l’enjeu [...] n’est rien moins que le contrôle de la construction d’une réalité à travers les représentations car c’est en fonction de ces représentations que les conduites vont s’orienter ». C’est dire autrement que les médias jouent un rôle important, en particulier parce qu’ils objectivent, sur du papier, à travers des images ou du son, des définitions particulières de la réalité plus ou moins diffusées et, surtout, perçues comme influentes. Les professionnels de la politique ne sont cependant pas désarmés dans cette compétition décisive pour « avoir le dernier mot » (en amont, mais aussi en aval quand il s’agit de donner le sens de l’élection). D’une part, ils participent très largement à la définition de l’agenda médiatique. Les journalistes politiques suivent, en effet, plus souvent qu’ils ne précèdent l’offre politique ; ils sont demandeurs d’informations inédites susceptibles d’être offertes à la concurrence ; ils n’ont pas forcément des représentations décalées de celles des professionnels de la politique et ils doivent de plus en plus, pour « bien » faire leur travail, contourner difficilement des spécialistes de la communication engagés par les candidats. D’autre part, les médias sont loin de « faire les élections », tant sont en particulier complexes, sans doute variés, en définitive encore mal connus, les processus qui conduisent les agents sociaux à « choisir » tel ou tel candidat le jour du vote.

Quelles ont été justement les définitions de la réalité politique proposées par la presse quotidienne lors des élections cantonales et régionales de 2004 en France ? Ces définitions n’ont finalement rien d’évident, même si elles ne surprennent pas toujours. Les journalistes de la presse quotidienne nationale (PQN) ou de la presse quotidienne régionale (PQR) ont, le plus souvent, offert une vision très hiérarchisée du « bon » territoire en privilégiant largement la couverture de l’instance régionale au détriment de la compétition cantonale. Ils ont « oublié » aussi des régions entières pratiquement rayées de la carte de France de papier(s) qu’ils proposent. Ils ont largement nationalisé leurs commentaires.

La comparaison, dans le temps et dans l’espace, permet d’éviter cependant une vision trop homogénéisante de la couverture médiatique. Une comparaison dans le temps, d’abord, est rendue possible grâce à l’existence d’une étude quantitative, réalisée en 1992, sur le même type d’élections (Gerstlé, 1992b). Elle permet de situer tendanciellement des évolutions du commentaire électoral : par exemple, le possible alignement de la PQR sur une PQN focalisée sur le « jeu » politique au détriment des programmes et des politiques publiques. Une comparaison dans l’espace, ensuite, a l’avantage d’éviter de

produire trop d'unité territoriale là où des spécificités se distinguent ou affleurent. Sans doute, des indicateurs autorisent à penser globalement « la » PQN ou « la » PQR, tant sont similaires des modes de traitement de l'actualité. Mais, inversement, d'autres permettent de situer des « tours de mains » spécifiques, liés à des positionnements, structures de lectorat ou projections dans les hiérarchies médiatiques. Par exemple, Aujourd'hui en France, le quotidien national le plus populaire de l'échantillon n'accorde singulièrement pas la même place à la politique que Le Monde ; autre exemple, Ouest-France ne traite pas le territoire hexagonal comme Les Dernières Nouvelles d'Alsace (DNA) très repliées sur leur territoire de couverture¹.

293 « Unes » et 2942 articles ont été codés pendant six semaines (dont quatre avant le premier tour). Aujourd'hui en France, La Croix, les DNA, Les Échos, Le Figaro, Le Monde, Libération, Ouest-France et forment l'échantillon de la presse quotidienne retenue².

Des cantonales oubliées

Ces élections n'étaient pas seulement des élections régionales. Elles avaient aussi pour enjeu d'élire des conseillers généraux. Les médias ont pourtant tenu les conseils généraux pour quantité négligeable. Ce n'est pas un mince paradoxe. Leur poids économique est plus important (le tiers des dépenses des collectivités territoriales contre un peu plus d'un dixième pour les régions). Le mandat de conseiller général reste aussi, dans une carrière politique, beaucoup plus rémunérateur qu'un siège de conseiller régional (Criqui, 1999, 2004 ; Nay, 1997). Enfin, l'existence même d'un espace public régional prête à discussion (Dauvin, 2002). Ce n'est pas dire que l'institution régionale, et en particulier ses présidences, n'ont pas gagné en légitimité depuis 1986. Ils n'ont pourtant pas inversé les hiérarchies.

Le constat d'une désaffection médiatique départementale n'est pas nouveau : en 1992, les cantonales avaient déjà été « cannibalisées » par les régionales (Gerstlé, 1992 : 131). Il pourrait cependant étonner, plusieurs journalistes s'interrogeant eux-mêmes (« un scrutin oublié » constate,

¹ Les deux quotidiens de la PQR retenus pour cette étude ont, chacun, l'avantage d'être en position dominante. Ouest-France est le premier quotidien français par son tirage. Les Dernières Nouvelles d'Alsace disposent du plus fort taux de pénétration (c'est-à-dire le taux le plus élevé de France pour le nombre d'exemplaires diffusés pour mille foyers).

² Le travail quantitatif a été réalisé en collaboration avec Nicolas Hubé. Nous nous sommes divisés les médias retenus, lui-même réalisant les codages pour Les Dernières Nouvelles d'Alsace, Les Échos, Le Figaro, Le Monde. Les tableaux ont été réalisés par ses soins. Je l'en remercie vivement ainsi que de sa lecture d'une première version de ce texte. Pour un usage parallèle de ces données et de quelques autres, voir Hubé (2004). Merci aussi à Pascal Dauvin et Frédérique Matonti pour leur lecture d'une version antérieure de ce texte.

parmi d'autres, Aujourd'hui, la veille du premier tour)... mais sans aucunement imaginer un instant que « l'oubli » est aussi (et d'abord ?) le leur. Le « refoulement » cantonal est tel que Le Monde comme Aujourd'hui créent pour l'occasion un logo spécifique avec un « Élections régionales 2004 » pour le premier, et un « Régionales 2004, J- » pour accompagner leurs titres. Les cantonales sont bien absentes de l'horizon des rédacteurs. Plusieurs facteurs se cumulent pour l'expliquer. La plupart renvoient à des modalités d'écriture journalistique. La première modalité est la personnalisation. L'écriture de presse privilégie la mise en scène de personnes et de personnes qui incarnent des histoires³. De ce point de vue, les 26 présidents de région et leurs concurrents offrent aux rédacteurs des profils plus souvent connus nationalement que leurs homologues départementaux et, surtout, moins nombreux. La seconde modalité d'écriture est la généralisation. Généraliser permet à un journaliste de se sentir tendanciellement plus légitime dans ses analyses⁴. Or, ici, la moitié seulement des conseillers généraux était renouvelable contre l'ensemble des conseillers régionaux. Le mode de scrutin rendait aussi moins commode une généralisation. Ce n'est pas que le scrutin régional est immédiatement compréhensible ! Mais la division du territoire en 26 circonscriptions permet plus aisément une « montée en généralité » sans (trop de) contestations quand les 1946 combats parcellisés du printemps 2004 supposaient une connaissance fine du territoire que très peu de journalistes de la PQN possèdent aujourd'hui. Elle rend aussi plus aléatoire toute « leçon » plus ou moins prévisible en amont. D'autant que le poids des « divers gauche » et « divers droite » rend le travail d'homogénéisation cantonale plus complexe.

Une explication supplémentaire prend sa source dans les divisions ordinaires du travail journalistique au sein des rédactions : en conjoncture électorale, les journalistes politiques travaillant aux sièges des quotidiens ont une large marge de manœuvre pour s'accaparer l'événement. Experts du jeu politique, ils ont (presque) toute latitude pour reléguer au second plan d'autres journalistes qui peuvent connaître beaucoup mieux le territoire (les correspondants ou, dans un journal comme Le Monde, le service « Régions »). Leur vision du jeu politique est d'abord celle de l'espace politique central. Hors campagnes, ils ne se rendent qu'exceptionnellement en province ou font des aller et retour pour suivre des leaders ou des ministres en déplacement.

Mais on ne saurait oublier, au moins à titre d'hypothèse, que des frac-

³ Sur une autre conjoncture, voir Legavre (1999) et, pour une analyse de la question à partir de ces élections régionales et cantonales de 2004, voir Legavre (2005a).

⁴ Sur les logiques de « montées en généralité », voir en particulier Neveu, François (1999 : 32-48).

tions importantes des élites françaises (parisiennes et journalistiques en particulier) ont le plus souvent une vision très hiérarchisée du « bon » territoire : les régions sont plus légitimes que les départements. À la région, l’avenir (la taille critique, l’Europe, la modernité...) ; au département, le passé (le « petit », la notabilité provinciale, l’archaïsme des subventions intéressées, le rural...). Ce n’est probablement pas un hasard si le service en charge du territoire hexagonal dans un quotidien comme Le Monde se nomme « Régions » (comme au Figaro ou à La Tribune d’ailleurs) et si les conseils généraux disposent d’une couverture médiatique nationale bien moindre que les conseils régionaux⁵. Au total, les élections cantonales sont lestées d’un handicap considérable. Plusieurs indicateurs statistiques objectivent ici l’occultation. Les « Unes » de cette période – la « Une » étant traditionnellement pensée comme la « vitrine » des quotidiens – laissent la portion congrue aux cantonales. Aucune manchette – soit le titre principal – et très peu d’occurrences : sur 34 « Unes » annonçant d’une manière ou d’une autre les élections, Le Monde retient deux fois les cantonales (dont une fois de manière couplée avec les régionales), Libération quatre fois sur 28 (dont deux fois de manière couplée), Aujourd’hui une fois sur 19 (tableau 1).

Tableau 1 : Les types d’élections en « Une ».

	QUELLES LES ÉLECTIONS ÉCHOS EN « UNE » ?	LE MONDE	LIBÉRATION	LE FIGARO	LA AUJOURD’HUI	CROIX FRANCE	OUEST- FRANCE
DNA							
	REGIONALES	32	24	32	18	16	20
18	15						
	CANTONALES	1	2	3	1	2	3
2	-						
	LES DEUX	1	2	1	-	6	4
7	-						
	SOMME	34	28	36	19	21	27
27	15						

La PQR, quant à elle, n’offre pas vraiment non plus une « vitrine » très importante aux logiques départementales : Ouest-France retient les cantonales en « Une » 7 fois sur 27 (dont quatre couplée aux régionales). Seules les DNA tranchent : la moitié de ses titres est réservée

⁵ Analysant la façon dont la presse écrite couvre les questions liées à la décentralisation, Gr. Derville (2005) constate – en retenant 10 titres de presse sur 10 mois en 2002-2003 – que 7/10^e de son corpus concerne le niveau régional, contre moins de 3/10^e le niveau départemental.

aux cantonales (9 titres en « Une » sur 27 et même deux manchettes – « Cantonales : 248 candidats en Alsace » et « Le Département et la Région à la loupe » (DNA, 5 et 17/03/05). Des logiques traditionnelles de ruptures territoriales – beaucoup d’Alsaciens aiment se penser isolés, éloignés de Paris et culturellement spécifiques⁶ – s’incarnent probablement ainsi dans l’écriture médiatique. Mais l’exception s’explique probablement d’abord par le poids, dans cet espace local, des deux seuls départements (Haut et Bas-Rhin) d’une région de petite taille.

Si l’on quitte la « Une » pour les pages intérieures, la situation n’est guère plus enviable pour le scrutin départemental. Sur cette période, Le Monde accorde en moyenne onze articles par jour aux deux scrutins dont un seul en moyenne aux cantonales. Autre exemple, Le Figaro accorde aussi en moyenne quotidienne un article aux cantonales mais sur une moyenne quotidienne de plus de 12 articles (tableaux 2 et 3).

Tableau 2 : Le nombre d’articles (et de brèves) consacrés aux élections.

	MOYENNE DU LE	LIBÉRATION	LE	AUJOURD’HUI LA	OUEST		
DNA	LES						
	NOMBRE D’ARTICLE	MONDE		FIGARO	CROIX		
FRANCE	ÉCHOS						
	(BRÈVES)						
	N =	416	438	464	285	176	539
305	319	(266)	(206)	(131)	(107)	(96)	(234)
(136)	(39)						
	21. 02 AU 28.02	6,86	4	9,71	2,57	4,1	
5,71	4,75	3,8					
		(2,71)	(4)	(3)	(3, 43)	(4,2)	(7,43)
(2,63)	(-)						
	29. 02 AU 6.03	5,17	5,17	6,83	3,67	1,33	
5,83	4,29	2,25					
		(1,83)	(4,33)	(3,5)	(3)	(2,17)	(7,17)
(1,14)	(-)						
	7. AU 13.03	5,67	7,83	8,17	4,83	2,67	18,17
5,57	21,2						
		(3,5)	(8,33)	(3,83)	(3,83)	(3,67)	(7,17)
(1,71)	(0,8)						
	14. AU 20.03	9	10,33	11, 17	6,33	4,17	15,67
7,14	7,6						
		(2,83)	(6,5)	(3,83)	(2)	(2,17)	(7,33)
(1,29)	(0,6)						

⁶ Pour une analyse des spécificités culturelles alsaciennes, voir parmi d’autres possibles Bischoff (1993 ; 1995) et Raphaël, Herberich-Marx (1991). Pour mieux situer les spécificités de la presse alsacienne, voir Mathien (1986).

	21. AU 27.03	16,33	21,83	17	13,33	5,67	20,5
16,71	12,6						
		(9,5)	(7,17)	(4,17)	(2,67)	(0,17)	(4)
(10,43)	(1)						
	28.03 AU 3.04	22,7	23, 17	22,83	16,33	14,67	23
15,5	21						
		(23)	(3,33)	(3)	(2,33)	(4,33)	(4,67)
(6,5)	(6,75)						
	MOYENNE	10,95	12,06	12,62	7,85	5,81	14,81
8,99	11,41						
	QUOTIDIENNE	(7,23)	(5,61)	(3, 56)	(2,88)	(2,61)	(6,29)
(3,95)	(1,53)						
	SUR LA PÉRIODE						

Tableau 3 : Le nombre d’articles consacrés aux cantonales.

	NOMBRE	LE	LIBÉRATION	LE		LA	OUEST
DNA	LES						
	D’ARTICLES SUR		MONDE		FIGARO	AUJOURD’HUI	CROIX
FRANCE	ÉCHOS						
	LES CANTONALES						
	21 AU 28.02	0,71	0,14	1,14	0,14	0,2	2,57
2,13	0,20						
	29.02 AU 6.03	0,33	0,00	1,50	0,17	0,33	2,00
2,86	0,00						
	7.03 AU 13.03	0,67	0,17	1,00	0,17	0,00	13,17
2,86	0,40						
	14.03 AU 20.03		0,83	0,33	0,83	0,17	0,33
10,17	1,86	1,00					
	21.03 AU 27.03		1,17	0,50	0,67	0,17	0,33
8,00	7,57	0,40					
	28.03 AU 3.04	2,333	0,83	1,00	0,17	0,33	7,33
0,50	1,25						
	MOYENNE	1,01	0,33	1,02	0,16	0,27	7,21
2,96	0,54						

Cette moyenne n’est atteinte qu’en raison de la couverture médiatique des deux semaines postérieures au premier tour ; semaines propices à des articles de synthèse et des articles factuels consacrés aux seuls résultats et élections des présidents (les quatre semaines précédant le premier tour, la moyenne quotidienne tombe à 0,63 pour Le Monde). De même, ces articles ont toujours une surface moins grande. Significativement, les deux quotidiens reléguant le plus les cantonales sont, pour des raisons différentes mais convergentes, Libération (0,33 article par jour sur les six semaines) et Aujourd’hui (0,16 sur la même période). Le premier – on y reviendra – parce qu’il est le quotidien le plus centré sur le jeu politique et le jeu politique national ; le second pour des raisons liées à l’organisation administrative française (Paris est à la fois une ville et un département), mais aussi parce que le service politique d’Aujourd’hui est celui du Parisien dont la couverture est seulement Paris et l’Ile-de-France. Reste que les cantonales en Ile-de-France sont marginalement couvertes (en dehors de rares articles relatant la candidature de Nicolas Sarkozy et

le retrait de Charles Pasqua). C'est sans doute que l'Ile-de-France est très urbanisée et que les cantonales sont traditionnellement considérées par les observateurs comme des élections plus importantes en zones rurales. On peut aussi y voir la volonté de rédacteurs politiques (ceux du Parisien) de « coller » aux rédactions plus dominantes pour se penser un peu plus qu'ils ne le sont déjà parmi les « grands » quotidiens. Le mimétisme peut parfois pousser ceux qui s'y essaient à dépasser leurs « modèles »...

L'intensité de la couverture est logiquement plus forte dans la PQR. D'une part, elle est traditionnellement plus « légitimiste » vis-à-vis des notables locaux (voir notamment Charon, 1993 : 93-112 ; Tétu, 1995 : 292-298) très présents dans les instances départementales. D'autre part, elle est présente en zones rurales au sein desquelles la notoriété et le travail politique des conseillers généraux y sont plus importants. Rien d'étonnant donc que les DNA publient près de trois « papiers » par jour sur les cantonales et Ouest-France plus de sept par jour, soit moins de la moitié de l'ensemble de ses articles, contre presque un tiers pour les DNA.

⁷ Les correspondants locaux de presse ne sont pas des journalistes au sens de la loi et exercent d'autres activités : enseignants, secrétaires de mairies, responsables associatifs, étudiants, etc. (voir Drouet, 2004 ; Ruellan, 1999 ; Le Bohec, 2000).

Mais le constat statistique doit être complété par deux précisions. La première pour indiquer que la « prime » régionale joue toujours. Ici, comme ailleurs, l'émiettement cantonal rend plus difficile une « montée en généralité ». Ainsi, avec les DNA, la veille du scrutin, la « Une » est-elle consacrée aux seules régionales – « Élections régionales : enjeux et incertitudes ». De même, le lendemain du premier tour, les régionales occupent-elles la première place – « L'Alsace campe sur ses positions » en manchette – quand les cantonales se voient offrir une seule colonne en « Une » sans leçon à portée générale – « Les élus du premier tour » (DNA, 20 et 22/03/04). La seconde précision vise à indiquer que les régionales apparaissent ici aussi comme des élections plus attractives et plus légitimes. Il est probable qu'il n'en est pas ainsi en conjoncture ordinaire, les régions disposant dans la PQR d'une couverture traditionnellement moins élevée que les départements (Dauvin, 1992 : 179-199). Mais ici, dans Ouest-France par exemple, les articles généraux sur les régionales sont beaucoup plus nombreux et la place offerte aux politiques publiques régionales est beaucoup plus importante. Inversement, les cantonales fournissent d'abord l'occasion de présentations plus ou moins parcellisées des candidats. Des petits portraits sous forme de CV peu détaillés, le plus souvent animés de citations, accompagnés d'une photo, permettent au fil des semaines de passer en revue l'ensemble des candidats. Les rédacteurs (sans doute plus souvent des correspondants locaux de presse⁸) n'ont ici guère de distance. Lorsque les journalistes du quotidien décryptent les régionales, ils s'évertuent à prendre de la hauteur, questionnent les candidats, suivent les meetings ou déplacements. En revanche, les articles sur les cantonales ne sont, en règle générale, pas publiés dans les mêmes pages, mais dans celles qui concernent l'édition géographiquement la plus proche des lecteurs (édition de Rennes, édition de Saint-Malo, etc.). Ils le sont parmi d'autres « papiers », sans forcément une hiérarchie évidente : fêtes locales, vie associative, etc. Ainsi, parmi de multiples possibles, ces deux courts articles du 10 mars. Un logo « Élections » (avec une urne), un double sur-titre « Cesson-Sévigné » et « Cantonales » annoncent deux portraits : ceux de « Jacques Dugazan, candidat UMP aux cantonales » et de « Françoise Hamard, candidate Lutte ouvrière ». Les parcours sont synthétisés, les « titres à parler » soulignés, les mandats détenus rappelés, les aspirations en cas d'élections présentées. Significativement, les deux (petits) articles sont « encadrés » par les numéros des urgences, de la piscine et de la bibliothèque, par un papier sur les « 85 donneurs de sang [qui] ont participé à la collecte » à Chantepie, et par un autre sur « Le club [d'Ac-

⁸ Sur les logiques des élections périphériques, voir en particulier Gaxie, Lehingue (1984).

⁹ Le tableau doit se lire ainsi : « Pendant les six semaines retenues, Le Monde a traité de l'Alsace dans deux de ses éditions, en lui consacrant à chaque fois au moins un article ».

gné] de kayak-polo [qui] décroche le titre de champions de Bretagne ». Dans cette même page figurent sous les deux portraits des candidats, quantité d'informations-services, des psaumes proposés au centre diocésain au théâtre en bus avec « Le triomphe de l'amour » de Marivaux, en passant par les chants marins de l'Amicale des retraités. En d'autres mots, et pour reprendre l'expression de Denis Ruellan (1999 : 166), les élections s'inscrivent ici dans les registres ordinaires d'un « journalisme du coin du feu », prenant « la non-distance comme vertu » (voir aussi Tétu, 1995 : 291-297).

La présentation d'un tel traitement à géométrie variable selon le type de presse en présence a finalement l'avantage de rappeler que toutes les compétitions, inscrites dans des cadres interprétatifs distincts, n'ont pas la même « valeur » pour tous, en tout cas ne répondent pas aux mêmes logiques. Tout se passe comme si l'espace politique cantonal, y compris dans des zones périurbaines, pouvait continuer à s'inscrire dans des jeux plus hétéronomes que d'autres. Tout se passe comme si cet espace politique moins différencié se voyait raccroché par les rédacteurs, y compris dans les logiques ordinaires d'un chemin de fer routinisé, à des enjeux quotidiens plus familiers aux électeurs⁸.

Des régions oubliées

À lire la presse, certaines régions apparaissent plus égales que d'autres. Autrement dit, toutes ne bénéficient pas de la même couverture médiatique. Sur-tout, plusieurs d'entre elles ne suscitent guère l'attention. Le constat n'est pas nouveau. Les inégalités de traitement sont une dimension structurelle du travail journalistique. En 1992 (Gerstlé, 1992b : 125), la région PACA obtenait plus de 25 % des références comptabilisées pour la PQN et l'Ile-de-France 17 %. Inversement, 15 régions comptabilisaient moins de dix références chacune, et quatre d'entre elles moins de cinq chacune. Au total, toutes les régions sauf quatre ne dépassaient pas les 5 % des références de l'ensemble de la PQN retenue. En 2004, cinq régions atteignent le seuil de 10 % des références de la presse quotidienne (Ile-de-France, PACA, Aquitaine, Corse, Rhône-Alpes), 18 se situent entre 5 et 10 % des références chacune. Autrement dit, la couverture médiatique est en 2004 moins déséquilibrée – tableau 4⁹. Le résultat est probablement le produit d'un « tour de France » des régions (souvent une par jour) que beaucoup de journaux suivent au fil des semaines.

La politique par les médias. Les élections du printemps 2004 au prisme de la presse quotidienne

Tableau 4 : Le poids des différentes régions.

DNA	LES	LE	LIBÉRATION	LE	AUJOURD'HUI	LA	OUEST
	ÉCHOS	MONDE		FIGARO		CROIX	FRANCE
N = 319	416	438	464	285	176	539	305
FRANCE 27	34	34	33	28	22	20	20
ALSACE 1	2	3	4	-	1	2	38
AQUITAINE 1	7	3	5	2	4	2	1
AUVERGNE -	3	3	4	1	3	2	1
BOURGOGNE -	2	1	1	-	4	2	-
BRETAGNE 1	4	2	2	2	3	37	1
CENTRE -	1	-	1	-	2	2	-
CHAMPAGNE- -	-	-	2	-	2	-	1
ARDENNE							
CORSE 2	2	8	6	3	1	3	2
FRANCHE-COMTÉ - 1		1	3	1	-	2	2
LANGUEDOC- 1	2	5	4	1	2	2	-
ROUSSILLON							
LIMOUSIN	1	-	1	1	2	-	-
LORRAINE 1	2	3	2	-	1	2	1
MIDI-PYRÉNÉES 1		3	2	2	-	3	-
NORD-PAS- 1	3	5	2	2	2	3	-
DE-CALAIS							
BASSE-NORMANDIE 1		2	1	4	1	2	4
HAUTE-NORMANDIE 1		1	1	1	-	2	3
PAYS-DE-LA-LOIRE -		2	3	1	2	2	6
PICARDIE 1	1	4	1	3	2	2	1
POITOU-CHARENTES		3	2	2	3	2	3

¹⁰ Dans 20 éditions sur 37 contre 20 sur 44 pour les DNA. Dans le tableau, voir l'item « France » : ici les rédacteurs donnent d'abord dans leurs articles des clés de compréhension « à portée nationale ».

¹¹ En l'espèce, 13 au Monde – dont une manchette –, 10 à Libération, 12 au Figaro.

¹² Entre 5 et 7 des éditions concernées pour Aujourd'hui, Le Monde, Le Figaro, Libération

1	-						
PACA	5	7	7	6	2	3	3
2							
RHÔNE-ALPES	5	6	3	5	3	3	-
1							
ILE-DE-FRANCE		13	10	12	21	2	5
1	3						
DOM-TOM	6	2	1	-	-	3	-
-							
GRAND-OUEST -		-	-	-	-	7	-
-							
TOUTES RÉGIONS		2	3	4	2	4	1
3	4						

Le cas de la PQR doit cependant être analysé à part. Les élections régionales et cantonales sont ici d'abord celles de leur territoire de couverture. La notation est peu surprenante, « la territorialisation » (Tétu, 1995 : 292) de la PQR étant une de ses composantes majeures. Ainsi, dans toutes ses éditions sur la période, les DNA traitent-elles de la région Alsace dans au moins un article. À cette remarque, s'en ajoute une autre : la très faible place offerte aux autres régions dans le quotidien alsacien. Seules deux régions (Rhônes-Alpes et Corse) sont présentes dans plus de deux éditions. L'option des DNA est, en un sens seulement, proche de celle retenue par Ouest-France. Pendant ces six semaines, toutes les éditions de Rennes reviennent aussi sur la compétition bretonne. Mais il faut ajouter les références (7) qui concernent des articles situant les élections dans le « Grand-Ouest », soit l'ensemble des régions de diffusion du quotidien (Bretagne, Pays-de-la-Loire, Basse-Normandie). Du coup, le seuil des références relatives à la zone de couverture est encore plus élevé qu'aux DNA. Mais, symétriquement, Ouest-France accorde plus d'importance à la dimension nationale de la compétition¹⁰.

L'exemple du quotidien breton montre qu'il serait artificiel d'homogénéiser la PQR. D'une part, Ouest-France présente une couverture beaucoup plus intensive (539 articles contre 305 aux DNA). D'autre part, il privilégie un peu plus nettement quelques régions (significativement les Pays-de-la-Loire, la Basse-Normandie mais aussi, et relativement, l'Ile-de-France). En règle générale, son équivalent régional, les DNA, retient une stratégie plus forte d'essaimage (les régions autres que l'Alsace ne sont présentes que dans une seule édition). Il ne suit pas non plus les autres quotidiens qui, sauf exception (La Croix et, d'une certaine manière, Ouest-France), font de la région la plus peuplée et

et même Ouest-France.

¹³ 22 éditions du Monde sur 34 traitant des élections en « Une » (soit non seulement en

la plus puissante économiquement – soit l’Ile-de-France – la région la plus recherchée médiatiquement. Quand les DNA rendent compte de la campagne de l’Ile-de-France dans... une seule édition sur l’ensemble de la période, les trois « grands » (Le Figaro, Le Monde, Libération) lui offrent un espace dans plus de 10 éditions sur la période retenue¹¹. Aucun quotidien n’atteint cependant le seuil d’Aujourd’hui : la campagne en Ile-de-France est analysée dans 21 éditions sur la période retenue. Ce chiffre renvoie sans doute, en l’atténuant, à la logique précédemment décrite pour la PQR. Si ce quotidien appartient à la PQN, sa rédaction politique est celle du Parisien et celui-ci, tout en revendiquant une place auprès des plus « grands », est par définition d’abord le quotidien de l’Ile-de-France. En privilégiant la région de sa zone de couverture majoritaire, il s’apparente ici, mais en proportion moindre, à un journal de la PQR. Plusieurs explications convergent pour faire de l’Ile-de-France la région la plus médiatisée de ces élections (elle est traitée dans 28 % des éditions de la presse quotidienne par au moins un article dans chacune des éditions visées). On pourrait y voir d’abord le produit de logiques de diffusion : après tout, 6/10^e des lecteurs hexagonaux du Monde, comme de Libération ou du Figaro peuvent être comptabilisés comme habitant l’Ile-de-France (Mathien, 2003 : 91). Mais, précisément, ces rédactions ont la volonté affichée de ne pas se voir accusées de « parisianisme »... La tendance est encore plus forte qu’en 1992 : à l’époque, l’Ile-de-France avait un niveau de couverture beaucoup moins élevé (16,5 % en moyenne), subissant sans doute alors « l’effet PACA » (25 % en moyenne) et sa forte couverture en liaison étroite avec la présence de Jean-Marie Le Pen.

De toute évidence, la proximité géographique des rédactions nationales avec le territoire visé favorise des déplacements courts à une époque où les logiques d’écriture sont aussi régies par l’urgence (écrire plus vite des articles plus courts qu’ils ne l’étaient il y a vingt ans). La présence, enfin, du porte-parole du gouvernement Raffarin (Jean-François Copé), comme le soutien du maire de Paris (Bertrand Delanoë) au président socialiste sortant de la région, Jean-Paul Huchon, en font une zone-test pour les rédacteurs. Aucune autre région n’atteint une telle couverture. PACA (14,7 % des références en moyenne) est la seule retenue par toutes les rédactions, mais dans des proportions moindres¹². Ce sont ici des logiques politiques qui paraissent l’expliquer et d’abord le vrai-faux départ du candidat Le Pen se retirant finalement de la lutte électorale pour des raisons juridiques de domiciliation. Il suscite alors de nombreux « papiers » et manchettes : « Régionales : à quoi joue Jean-Marie Le Pen ? », questionne Le Monde (17/02/04), « Charter pour Saint-Cloud » titre Libération (23/02/04) ; « Le Pen, c’est fini ! », annonce plus sobrement Aujourd’hui (23/02/04).

Des logiques politiques expliquent d'ailleurs assez largement qu'une région ait ou non toutes les chances de disposer d'une médiatisation plus importante que la moyenne. Ces logiques renvoient d'abord à la forte notoriété (nationale) des têtes de liste (et, ce faisant, aux interconnaissances déjà solidifiées des rédacteurs et des professionnels de la politique). L'issue jugée incertaine de l'élection est aussi un élément décisif. Les Pays-de-la-Loire sont ainsi délaissés (1 édition au Figaro, 2 au Monde) alors que le ministre de l'Emploi, François Fillon, un des « poids lourds » du gouvernement, y mène la liste UMP en accord avec Philippe de Villiers qui ne cesse pourtant de critiquer le gouvernement au même moment. Tous les médias, comme les leaders politiques, sont en effet persuadés – à tort finalement – que l'élection est jouée d'avance. Autre exemple, la Franche-Comté est quasi-ignorée (une édition au Monde ou au Figaro), même si la tête de liste de l'opposition de gauche est l'ancien président de l'Assemblée nationale, Raymond Forni. Les logiques proprement politiques travaillent cependant l'activité journalistique en des proportions variables. Ainsi la région Aquitaine n'est-elle pas couverte symétriquement par les rédactions parisiennes : 7 éditions du Monde, 5 du Figaro, 3 de Libération, 2 d'Aujourd'hui (mais au total cependant plus de 10 % des références comptabilisées pour l'ensemble de la presse quotidienne retenue, soit la 5^e place). Elle dispose pourtant a priori de tous les atouts d'une « bonne » couverture médiatique. Le leader de l'UDF François Bayrou joue officiellement « gros » dans la bataille. Il est opposé à son ancien directeur de cabinet devenu ministre et rival, Xavier Darcos, tête de liste UMP. La municipalité de Bordeaux, dirigée par Alain Juppé en passe alors de démissionner de la présidence de l'UMP, est déchirée. Enfin, l'incertitude de l'issue de la compétition peut être entretenue. La gauche « détient » la région (avec à sa tête, il est vrai, un président peu connu médiatiquement, Alain Rousset). Elle s'oppose à des équipes de droite qui, d'une manière ou d'une d'autre, en font un « test » national (François Bayrou, s'il gagne la région ou à tout le moins le duel à droite, peut attester de la réalité de ses ambitions et l'UMP, à travers la liste Darcos, souhaite réduire précisément ses ambitions nationales). Mais, au total, les commentaires médiatiques liés à la présence de Jean-Marie Le Pen en PACA, même peu de temps, font que cette dernière région dispose finalement de près de deux fois plus de références.

Les régions délaissées médiatiquement offrent une clé supplémentaire de compréhension du travail journalistique. Des logiques territoriales doivent ainsi être prises en compte : pour être médiatisé, l'espace concerné doit être clairement identifié pour les journalistes (c'est-à-dire pour les lecteurs tels que les rédacteurs disent se les représenter, renvoyer à des évidences ancrées historiquement ou à des enjeux supposés immédiatement accessibles). Il faudrait probablement

ajouter des logiques de communication : une enquête plus poussée permettrait de comprendre, en chaque cas d'espèce, si les communicants attachés aux candidats ont ou non « poussé » pour que soit adoptée une stratégie médiatique nationale ayant quelque chance d'assurer une couverture par la PQN. Parmi les plus délaissées, les régions Centre et Champagne-Ardenne (avec 2,5 et 2 % des références en moyenne) remportant le moins de succès médiatique ; soit par exemple, pour la seconde, aucune référence au Monde ou à Libération pendant les 6 semaines, en dehors des articulets les lendemains d'élection.

Enfin, des logiques éditoriales peuvent surdéterminer les logiques précédentes. Ainsi du Monde et de l'Outre-Mer (soit trois régions : aucun papier à Aujourd'hui, La Croix ou les DNA ; 1 référence pour Le Figaro ; 2 à Libération). Le Monde traite cependant de l'Outre-Mer dans 6 éditions, en en faisant après l'Ile-de-France et l'Aquitaine sa troisième zone géographique d'importance. C'est que ce quotidien bénéficie d'une division du travail plus poussée que la plupart de ses concurrents (un correspondant dans chacune de ces régions mais aussi et surtout un rédacteur au siège, rattaché alors au service « Régions », en charge notamment des DOM-TOM et s'y rendant régulièrement). Son directeur, Jean-Marie Colombani, ayant aussi... vécu longtemps Outre-Mer, peut probablement susciter de plus forts « réflexes » de la part des rédacteurs. Ces logiques éditoriales travaillent les précédentes : une logique territoriale peu attractive (a priori une connaissance publique faible des enjeux locaux, un territoire plus difficile d'accès) et des logiques politiques défavorables (pas de leaders s'imposant en métropole aux yeux des journalistes en dehors de Lucette Michaux-Chevry, ancienne ministre).

Des élections nationalisées

Mais ce qui frappe aussi, à regarder ces élections, c'est qu'elles sont d'abord pensées par les rédactions comme des élections « nationales ». Les journalistes politiques s'alignent là encore sur des stratégies politiques dont ils dépendent plus qu'ils ne le croient en suivant plus qu'en ne précédant candidats ou leaders politiques (Sawicki, 1991 : 20-23 ; Neveu, 1993 : 23). Jean-Pierre Raffarin s'est ainsi déplacé dans beaucoup de régions, a participé à de nombreux meetings, s'investissant fortement dans la campagne, même s'il a pu répéter qu'il s'agissait d'élections « locales ». Mais des logiques éditoriales doivent être aussi prises en compte : les rédacteurs sont persuadés que « les » lecteurs se s'intéressent pas prioritairement à des situations locales

manchette, mais aussi dans l'un des divers titres de « Une ») les cadrent comme des élections nationales. C'est le cas de 24 éditions sur 28 à Libération (et 2 fois seulement un cadrage en « Une » sur des élections régionales) ; de 21 sur 36 au Figaro (et 14 seulement un cadrage en « Une » sur des élections régionales), de 12 sur 19 à Aujourd'hui (et deux fois seulement un cadrage en « Une » sur des élections régionales).

¹⁴ Respectivement, Libération, 21/03/04, 23/03/04, 27-28/03/04, 17/02/04, 20/02/04,

éloignées des leurs. Surtout, les journalistes politiques sont d'abord focalisés sur les jeux nationaux. Une autre raison explique aisément cette nationalisation du traitement médiatique : ce sont les premières élections depuis le scrutin surprise de 2002 et son second tour jugé improbable entre Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen. Elles ont donc des chances d'être pensées par la plupart (élus, militants, journalistes, politologues, électeurs intéressés...) comme des sondages-en-grande-nature et comme de potentielles « élections intermédiaires » ou mid-term elections pouvant remettre en cause les « équilibres » politiques et saisir la popularité des gouvernants (Parodi, 2004).

On s'en persuadera en notant que presque chaque jour de la campagne, les « grands » quotidiens de la PQN retiennent des thématiques touchant l'ensemble du territoire et, plus souvent encore, la politique nationale en relation avec ces élections. Une « bonne » élection locale, pour une rédaction parisienne, est d'abord une élection qui permet des commentaires et leçons nationales... Le trait est d'autant plus remarquable qu'il est quasi mimétique. Sur 37 éditions possibles, 34 éditions du Monde, 34 à Libération, 33 au Figaro placent en tête de leurs hiérarchies les questions ici codées comme des questions « nationales » (tableau 5). Hors PQR, aucun quotidien ne met en avant une région spécifique dans de telles proportions. À Libération par exemple, les références d'articles à portée nationale sont plus de trois fois plus nombreuses que les références centrées sur la région la plus couverte, soit l'Ile-de-France. Autre indicateur : 22 fois le cadrage du Monde en « Une » est celui d'élections nationales et 11 fois seulement celui d'élections régionales (tableau 5)¹⁵.

Tableau 5 : Les types de « cadres » en « Une ».

DNA	CADRAGE EN LES « UNE » ÉCHOS ÉLECTIONS	LE MONDE	LIBÉRATION	LE FIGARO	AUJOURD'HUI LA	OUEST- CROIX	FRANCE
4	14	22	24	21	12	10	10
19	NATIONALES REGIONALES	11	2	14	5	10	12
4	1	1	1	2	4	3	
-	LES DEUX	1	1	1	2	4	3
-	AUTRE	-	1	1	-	-	3
-	-	-	-	-	-	-	-
27	SOMME	34	28	36	19	21	27
	15						

25/02/04.

¹⁵ Pour une synthèse, voir Legavre (2005a).

¹⁶ Pour une analyse de la présence croissante des diplômés des écoles, voir Marchetti,

La remarque vaut sans conteste pour les deux dernières semaines quand ces élections obtiennent le plus de manchettes, tellement est forte l'interrogation sur l'issue. « Élections régionales, test national » titre en « Une » *Le Monde* (21-22/03/04) la veille du premier tour ; « Le gouvernement Raffarin joue sa survie aux élections régionales » retient comme manchette le même quotidien la veille du second tour (*Le Monde*, 28-29/03/04). Du 17 mars au 3 avril, *Libération* consacre tous ses titres de « Une » (à une exception près) aux pronostics et résultats issus des élections : d'un « Attention, élection » à un « Sale tour pour Raffarin » en passant par « Sarkozy vole au secours de la droite », « Régionales, Chirac cherche l'issue » ou, parmi d'autres « Régionales, le raffarindum ». Plus d'un mois avant le scrutin, *Libération* retient déjà comme manchette « La région, piège à élection ». Construisant la nationalisation du scrutin en nationalisant son commentaire, *Libération* soutient dans son sous-titre de « Une » : « Méconnue et dépourvue de moyens, elle est l'enjeu oublié d'un scrutin aux allures de test national ». Trois jours plus tard, le quotidien additionne les situations locales pour constater autant que stigmatiser en « Une » la « discrimination négative » (soit le peu de place fait aux candidats d'origine étrangère) ; de même qu'il s'attend un autre jour à ce que « La gauche [soit] malade à l'extrême » (pensant voir le PS menacé par l'alliance LO-LCR)¹⁴.

Même si le nombre d'articles n'ayant pas, de prime abord, une portée nationale est important, la mise en intrigue dénote presque toujours une forte nationalisation médiatique de l'élection. Précisément, les « Unes » constituent un bon indicateur de l'engagement éditorial. Et les articles à portée nationale sont plus souvent des « ouvertures », les régions constituant, en règle générale, soit des illustrations, soit les « étapes » d'un tour de France éditorial que tous les quotidiens, ou presque, s'évertuent à réaliser au fil des semaines. Sans compter que les luttes politiques en régions sont, sauf exceptions, décryptées d'abord à partir des clivages nationaux (UMP, UDF, PS...) et le sont à l'image et à l'aune des luttes nationales.

Rien d'étonnant, dans ce contexte, qu'une telle couverture nationale du scrutin privilégie une lecture en terme de « jeu ». Depuis une quinzaine d'années, plusieurs études tentent de distinguer, dans l'écriture journalistique, le « jeu » (la compétition proprement dite, les luttes de personnes, les petites phrases, les positionnements respectifs...) et les « enjeux » (les programmes et les politiques publiques passées)¹⁵. Le constat est convergent : les médias nationaux analysent marginalement les enjeux et dans des proportions importantes puisque le jeu oscille grosso modo entre 6 et 8/10^e de l'espace d'information selon les élections concernées. En 2004, la tendance est encore plus importante. Sans même parler ici des « Unes » quasi exclusivement centrées sur du jeu, quatre quotidiens sur les neuf retenus proposent dans leurs colonnes plus

de 9/10^e d'articles comptabilisés comme du jeu politique (tableau 6). L'écart pour les « grands » de la seule PQN (Le Monde, Libération, Le Figaro) est seulement de 8 points, indiquant une relative homogénéisation (Libération atteignant le seuil « record » de 96,5 % d'articles de jeu).

Tableau 6 : Le « poids » du jeu politique.

	% JEU	MOYENNE	LE MONDE	LIBÉRATION	LE FIGARO	AUJOURD'HUI	LA CROIX
OUEST-FRANCE	DNA	LES ÉCHOS					
	EN UNE	94,25	91	100	97,5	95	90
96,5	91	93					
	DANS						
	LES						
	ARTICLES	89,51	88,6	96,5	91,5	94,6	86,5
77	95,4	86					
	Nb						
	ARTICLES						
	DE JEU		369	427	424	268	149
414	287	273					

Les élections régionales et cantonales de 1992 pouvaient s'analyser jusqu'ici comme une notable exception dans l'ensemble des compétitions politiques passées au crible de cette opposition entre le jeu et les enjeux. Jacques Gerstlé (1992 : 121) observait, en effet, qu'en 1992, la PQR traitait des enjeux à hauteur de près de 6/10^e de ses articles. En d'autres termes, et même si sur ce point son étude ne proposait pas de comparaison statistique (mais seulement qualitative) avec la PQN, tout donnait à voir une spécificité locale. À la PQN et ses journalistes politiques le jeu ; à la PQR une volonté plus traditionnelle de présenter aussi les programmes et les politiques publiques. Le constat statistique est en 2004 bien différent. Aucune inversion n'apparaît. Mieux, Ouest-France, le quotidien le plus en décalage, offre cependant à ses lecteurs 77 % d'articles centrés d'abord sur le jeu politique. Et, autre leçon notable, le paysage de la PQR ne paraît pas homogène. Plus de 95 % des articles des DNA peuvent être codés comme du jeu. Quelques hypothèses permettent ici de rendre compte de ces différents résultats statistiques, somme toute surprenants à dix ans d'intervalle. L'écart pourrait – première hypothèse – s'expliquer par la construction respective des échantillons : Jacques Gerstlé n'intègre à son analyse aucun des journaux de la PQR retenus ici, d'une part ; son échantillon est beaucoup plus important (plus de trente quotidiens ou hebdomadaires régionaux), d'autre part. Mais le travail présenté, en tenant compte de la seule PQR, est cependant le produit d'un codage de 844 articles parus et de 81 « Unes »...

Ruellan (2001 : 27 ; 141).

¹⁷ Dans l'ensemble de la presse quotidienne retenue, 78 fois un quotidien se propose d'ana-

On ne saurait ensuite exclure un effet « codage » – deuxième hypothèse – rarement pris en compte dans les travaux statistiques comparés, d'autant que les catégories utilisées par les uns et les autres, même si elles sont globalement superposables, ne sont pas toujours identiques. Sur tout, les frontières entre catégories, ici comme ailleurs, peuvent prêter à contestation pour celui qui doit trancher et classer chaque unité d'information à partir de son « noyau thématique ». « Juxtaposition, chevauchement et emboîtement sont fréquents, concède Jacques Gerstlé lorsqu'il présente cette méthode. Nous avons cependant pris le parti, continue-il, d'interpréter chaque sujet à partir de son centre de gravité ou noyau thématique » (Gerstlé, 1992c : 54). En pratique, un article pouvant sur deux colonnes privilégier le jeu et sur une colonne privilégier des enjeux sera comptabilisé comme du jeu. Mais les proportions ne se dégagent pas toujours aussi aisément... Plus largement, le travail statistique grossit ce qu'il fait émerger. Au bout du compte, il a toute chance de donner à voir un journalisme entièrement tendu vers le jeu alors qu'il faudrait sans doute adopter une méthode plus fine permettant de mieux penser les enchevêtrements. Les enjeux ne disparaissent pas toujours dans les articles codés comme du « jeu ». Ils sont souvent soit « absorbés », soit décryptés par les journalistes comme des ressources plus ou moins distinctives pour les compétiteurs.

Autre effet « codage » possible : la temporalité retenue n'étant pas la même dans les deux études, on pourrait y voir la source des décalages. Les deux dernières semaines postérieures au premier tour n'étaient pas prises en compte en 1992. Mais lorsqu'elles sont « neutralisées » en 2005, elles ne remettent pas en cause la logique générale observée. Une troisième hypothèse pourrait mériter mention. Un « effet conjoncture » pourrait susciter plus ou moins d'articles de « jeu ». Mais la campagne de 1992 était, elle aussi, marquée par des luttes de personnes et d'équipes, autant sinon plus qu'aujourd'hui (la gauche était dans une phase de déclin, Edith Cresson paraissait peu convaincre à la tête du gouvernement, l'opposition comme la majorité réclamaient des

lyser la « politique générale » d'une équipe régionale en place ou de situer le programme de ses concurrents dans au moins un article de chacune des éditions prises en compte, et 26 fois se focalise d'abord sur les compétences (et souvent les nouvelles compétences) des collectivités territoriales visées dans au moins un article de chacune des éditions prises en compte. Précisons que le tableau doit se lire de la manière suivante : « Pendant les six semaines retenues, Le Monde a traité de l'action (ou des projets) des collectivités territoriales en faveur des transports dans quatre de ses éditions, en lui consacrant à chaque fois au moins un article ».

¹⁸ Significativement, « Élection » est au singulier.

« têtes », et la droite faisait de ces élections « locales » un test « national »...). À moins qu'en dix ans – quatrième hypothèse –, les modalités d'écriture en régions aient évolué, la PQR se rapprochant des standards de la PQN (une étude sur le traitement, par une télévision locale, des élections municipales et cantonales de 2001 pourrait corroborer cette hypothèse – Legavre, 2005b). La focale de cette contribution ne permet cependant pas de trancher. On peut seulement penser que la couverture massive de la campagne en termes de jeu par les DNA pourrait avoir un lien avec la présence à Strasbourg d'une école de journalisme réputée – le CUEJ (Centre universitaire d'enseignement du journalisme) – dans laquelle puise abondamment le quotidien. Encore faudrait-il vérifier, en s'en donnant les moyens, l'équivalence produite ici entre école de journalisme et traitement éditorial en termes de jeu. La forte présence dans les services politiques de la PQN de rédacteurs issus d'écoles de journalisme rend cependant cette hypothèse réaliste¹⁶.

Ainsi la presse quotidienne retenue réserve-t-elle la portion congrue aux enjeux. En moyenne, elle aborde les enjeux à hauteur d'un peu plus de 10 % de ses articles (tableau 6). Les écarts peuvent sembler cependant significatifs : 23 % des articles d'Ouest-France traitent des enjeux contre 3,5 % des articles de Libération ; 10 % des « Unes » de La Croix mentionnant les élections pendant cette période traitent des enjeux contre 0 % de celles de Libération. Mais ils ne masquent pas le constat d'un désintérêt des journalistes en général, et des journalistes politiques travaillant à Paris en particulier, pour une politique entendue autrement qu'une compétition pour l'occupation de positions de pouvoir (voir Legavre, 2005a). De plus, l'observation statistique dénote une concentration sur quelques items : l'action économique, l'action sociale ou les transports arrivent en 3^e, 4^e et 5^e position des enjeux relatés (tableau 7).

Tableau 7 : Le « poids » et les types d'enjeux.

DNA	QUELS LES ENJEUX ? ÉCHOS	LE MONDE	LIBÉRATION	LE FIGARO	AUJOURD'HUI LA	OUEST- FRANCE
305	N = 319	416	438	464	285	539
1	ÉCONOMIE	5	-	1	2	1
3	SOCIAL	3	2	1	1	1
-	JEUNESSE/	-	1	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-

	ÉDUCATION					
	CHÔMAGE	-	-	2	-	1
3	1					
	TRANSPORT	4	1	4	2	1
1	-					
	ENVIRONNEMENT		1	-	-	1
2	1					
	AGRICULTURE	-	-	-	1	-
-	-					
	NTIC	-	-	-	2	-
-	-					
	CULTURE	1	-	1	-	2
-	-					
	CADRE	6	4	5	2	3
1	1					
	JURIDIQUE					
9	POLITIQUE	9	1	23	5	6
	3					
	GÉNÉRALE					22

Plus significativement encore, et en des proportions plus fortes, l'attention des rédacteurs se focalise d'abord sur des enjeux qui, d'une part, permettent de préciser les nouvelles logiques institutionnelles locales issues des réformes de Jean-Pierre Raffarin (ici codées « cadre juridique ») et qui, d'autre part, sont analysés en « paquet » dans des articles de synthèse (ici codés en « politique générale ») – tableau 7¹⁷. Le constat renforce cette idée que les enjeux sont bien aspirés par le jeu. Sans compter que des compétences importantes des collectivités sont traitées très marginalement (en particulier les questions liées à la jeunesse et à l'éducation).

Conclusion

Pour terminer, il peut sembler utile de mesurer l'intensité de la couverture médiatique de cette campagne. L'appréciation est complexe et supposerait, sans nul doute, plus d'indicateurs que ceux dont on dispose. Deux constats peuvent cependant être proposés. Le premier, sans surprise, rappelle que la couverture médiatique des campagnes est globalement croissante (tableau 2), comme en 1992 (Gerstlé, 1992b : 118 ; 133), en tout cas dans les dernières semaines. Plus l'élection approche, plus la presse quotidienne propose des articles à ses lecteurs, entretenant la dramatisation de l'issue. « Régionales : l'heure de vérité » prévient Le Figaro (27-29/03/04) la veille du second tour, « Attention, élection », titre Libération (20-21/03/04) la veille du premier¹⁸ ; « C'est à vous de jouer » rappelle Ouest-France (20-21/03/04) ; « Les plans de bataille du second tour » décrypte La Croix (19/03/04), « Le guide des élections » propose moins lyrique – ou plus réaliste devant la complexité d'un scrutin et son relatif désintérêt populaire – Aujourd'hui (20-21/03/04)...

Mais la comparaison entre quotidiens indique que l'intensité n'est ni identique, ni forcément linéaire (contrairement à 1992 – Gerstlé, 1992 : 117-

118). L'intensité est sans doute maximale les deux semaines qui suivent le premier tour. Mais si les trois « grands » (Le Figaro, Le Monde, Libération) proposent une couverture quantitativement proche, Le Figaro publie, par exemple, près de 40 % d'articles de plus qu'Aujourd'hui et plus de 60 % de plus que La Croix (tableau 2). Par ailleurs, des événements plus ou moins majeurs ne réduisent pas toujours mécaniquement la surface consacrée à la campagne. Ainsi les menaces terroristes d'un mystérieux groupe AZF, le décès de Claude Nougaro, des attentats particulièrement meurtriers en Irak ou la mobilisation des chercheurs contre le gouvernement abaissent-ils l'intensité de couverture. Inversement, l'attentat de Madrid et ses deux cents morts, s'ils transforment la hiérarchie de l'actualité objectivée par les titres de « Unes », n'empêchent pas, sauf exception, les rédacteurs politiques de pouvoir offrir plus d'articles que la semaine précédente.

Schématiquement, la couverture par la presse écrite de cette campagne – deuxième constat – n'apparaît ni particulièrement exceptionnelle, ni particulièrement en retrait par rapport à d'autres conjonctures. Si l'on se contente ici, faute d'indicateurs supplémentaires, des titres de « Unes » (dont la manchette), le constat statistique permet d'observer que l'actualité politique électorale de 2004 n'a pas souffert d'un manque de considération éditoriale. Pendant les 6 semaines retenues, Le Figaro, Le Monde ou Libération accordent aux élections entre 15 et 17 manchettes sur 37 possibles (tableau 8). Tableau 8 : La place des élections en « Une ».

DNA	ÉLECTIONS LES EN... ÉCHOS MANCHETTE	LE MONDE	LIBÉRATION	LE FIGARO	AUJOURD'HUI LA CROIX	OUEST- FRANCE	
15	6	17	17	15	9	8	15
2	DEUXIÈME TITRE	3	2	3	-	-	-
11	1	4	9	18	10	16	11
17	AUTRE TITRE	14	9	18	10	16	11
2	5	4	9	1	18	11	9
2	PAS EN UNE	4	9	1	18	11	9
	13	-	-	-	5	3	2
	DU. 14.03	-	-	-	5	3	2
	4	-	-	-	-	-	-
	AU 4.04	-	-	-	-	-	-
SOMME	37	37	37	37	35	37	44
28							

Si l'on ajoute à la manchette, le deuxième titre de « Une », les trois « grands » proposent de situer les élections en haut de la hiérarchie journalistique entre 18 et 20 fois sur 37 possibles (tableau 7). Plus encore, pour ces trois quotidiens, les élections sur ces 6 semaines sont absentes de la page de « Une » entre une seule (Le Figaro), quatre (Le Monde) et neuf fois (Libération) – tableau 6. En dehors d'Aujourd'hui en France (se rattachant significativement

sur ce point à la presse dite « populaire ») qui accorde 19 « Unes » à une actualité autre que politique lato sensu (c'est-à-dire intégrant l'actualité internationale), les quotidiens les plus légitimes retiennent entre 1 (Le Monde), 5 (Libération) et 8 (Le Figaro) manchettes autres que politiques (lato sensu) sur la période retenue (tableau 9).

Tableau 9 : Les thèmes en « Une ».

D.N.A.	THÈMES LES EN « UNE » ÉCHOS	LE MONDE	LIBÉRATION	LE FIGARO	AUJOURD'HUI LA CROIX	OUEST- FRANCE	
15	ELECTIONS	17	17	15	9	8	15
6							
8	DU 14.03	14	12	13	8	8	11
5							
	AU 3.04						
7	POL. INTÉR.	8	5	6	4	2	2
5							
8	POL. EXTÉR.	11	10	8	5	17	11
5							
14	AUTRES	1	5	8	19	8	9
12							
44	SOMME	37	37	37	37	35	37
28							

Les travaux de Nicolas Hubé permettent de mieux situer cette intensité. Étudiant statistiquement les manchettes sur plusieurs mois et dans plusieurs conjonctures, il observe que Le Monde accorde dans une phase électorale exceptionnelle (la présidentielle de 2002) près de 6/10^e de ses manchettes à la politique stricto sensu (Hubé, 2003 : 73). Il note aussi qu'en période plus routinière, la politique peut subir des déflations (deux autres périodes de trois mois en 1999 et 2000 dénotent une attention à la politique – toujours mesurée par la « Une » – fluctuant entre 2 et 4/10^e des manchettes – Hubé, 2004 : 204). Avec grosso modo 4/10^e des manchettes possibles, les élections régionales et cantonales de 2004 sont donc loin d'être délaissées par la presse dite de référence. Mais cette place à un coût : d'abord, la disparition des élections les moins considérées par les journalistes (soit les cantonales) ; ensuite, la tendance à la nationalisation d'un scrutin régional qui, du coup, pourrait masquer la plus grande complexité de ses 26 situations localisées. Le paradoxe pourrait bien être que la Région n'a de chance d'exister médiatiquement qu'à la condition de perdre une partie de sa (ses) singularité(s).

Références

Bischoff G., 1993, « L'invention de l'Alsace », Saisons d'Alsace, 119, pp. 35-70.
— 1995, « L'histoire à pile ou face », Saisons d'Alsace, 129, pp. 81-94.
Charon J.-M., 1993, Cartes de presse : enquête sur les journalistes, Paris,